

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
22 novembre 2002  
Français  
Original: arabe

---

**Lettre datée du 20 novembre 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Koweït  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par le Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït, le cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, en réponse à la lettre que vous a adressée le Ministre iraquien des affaires étrangères (S/2002/1237) au sujet de l'opération de restitution des archives koweïtiennes dont l'Iraq s'était emparé, qui s'est déroulée du 19 au 29 octobre 2002.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Mohammad A. **Abulhasan**



**Annexe à la lettre datée du 20 novembre 2002,  
adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la lettre du 6 novembre 2002 que le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq vous a adressée au sujet de l'opération de restitution des archives de l'État du Koweït qui s'est déroulée du 19 au 29 octobre 2002 sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies et en présence d'une équipe de la Ligue des États arabes, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application par l'Iraq des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui énoncent que l'Iraq doit restituer les biens koweïtiens.

Bien que l'opération de restitution des archives se soit déroulée après de nombreuses années durant lesquelles l'Iraq a nié qu'il détenait tous documents koweïtiens, le Koweït considère que cette opération constitue un pas positif et il espère qu'elle sera complétée par la restitution de tous les biens koweïtiens qui ont été pillés au Koweït lors de l'occupation du pays par l'Iraq.

Les documents de réception indiquent clairement que l'État du Koweït dispose d'une période de 60 jours pour vérifier l'authenticité et l'importance des documents qui lui ont été restitués. De toute évidence, il n'a pas été possible de vérifier dans le détail ces documents du fait de la nature du lieu de la restitution, ce qui a à son tour écourté la durée de l'opération de restitution.

Il ressort de la vérification initiale des documents à laquelle les services compétents ont procédé que, bien que ces documents contiennent des dossiers appartenant au Ministère des affaires étrangères et au Cabinet de l'Émir, ils ont un caractère routinier et ne peuvent en aucune façon être considérés comme des archives de l'État.

En conséquence, je souligne que la seule partie qui est en droit d'émettre un jugement concernant la mesure dans laquelle l'Iraq a coopéré dans ce domaine est le Koweït, du fait de sa connaissance de ses documents et de son droit exclusif à jouer un rôle souverain quant à leur vérification. Aucune autre partie n'a ce droit.

Ce que l'Iraq a affirmé dans la lettre susmentionnée « ... toutes pièces ou tous documents koweïtiens qui seraient retrouvés à l'avenir seront restitués de la même manière » est une admission claire de la part de l'Iraq qu'il a encore des documents en sa possession, en particulier si on considère que l'opération de transfert des documents du Koweït alors occupé s'est déroulée sous la supervision de responsables irakiens qui étaient des spécialistes, si bien qu'il est indubitable que ces documents sont encore aux mains des autorités irakiennes.

En conséquence, le Koweït n'accepte pas que le dossier de ces archives nationales soit clos et demande instamment à l'Iraq de parachever la restitution de ces archives, en particulier les archives du Cabinet de l'Émir, du Cabinet de S. A. le prince héritier, du Conseil des ministres et du Ministère des affaires étrangères.

En conclusion, je me dois de louer les efforts qui ont été déployés par vous-même ainsi que par toutes les personnes qui ont contribué à faciliter l'opération de restitution des biens koweïtiens, au premier rang desquelles le Coordonnateur de haut niveau pour la question des prisonniers et de la restitution des biens koweïtiens,

l'Ambassadeur Yuli M. Vorontsov et le Coordonnateur de la restitution des archives,  
M. Richard Foran, et son équipe.

Le Premier Vice-Premier Ministre  
et Ministre des affaires étrangères  
(*Signé*) Sabah Al-Ahmed Al-Jaber **Al-Sabah**

---